

Sarkozy, l'homme qui a augmenté le chômage de 33 %, et pulvérisé les records d'immigration !



Le grand manège électoral continue à tourner à plein régime. Afin de créer un clivage factice entre la droite et la gauche, les candidats démagos font des annonces de boutiquier. Ils se divisent sur des sujets sociétaux (mariage homosexuel, Euthanasie, vote des étrangers, civilisation...) car sur le reste, l'euro, l'Europe, la mondialisation etc... ils partagent la même vision du monde. François Hollande propose 60 000 postes d'enseignants dans une France en ruine, et Sarkozy promet des référendums sur des choix techniques en oubliant qu'il a soigneusement mis à la corbeille le vote des français lors du référendum sur la constitution européenne. Voilà à quoi se résume les débats de ce début de campagne: des échanges de gestionnaires qui nous éloignent des vrais sujets et des exigences politiques d'une présidentielle.

Pour Sarkozy, la situation est idéale. Elle favorise sa tactique qui consiste à empêcher la candidature de Marine Le Pen et à détourner ses idées de leur objectif initial au profit d'options politiques toutes plus mensongères et absurdes les unes que les autres. Cette manipulation a pour objectif stratégique d'inventer un nouveau candidat « clivant » et tenter de faire oublier le bilan d'un président bling bling dont la première action une fois au pouvoir a été de faire l'ouverture à gauche. Peu importe que les décisions prises sous son mandat soient à l'opposé de ce que Nicolas

Sarkozy propose dans cette nouvelle campagne. La particularité d'un arriviste c'est qu'il n' a aucune conviction.

Sous Sarkozy le chômage a augmenté de 33%.

En proposant un référendum sur le système d'indemnisation du chômage, le petit Kaiser de mémé Merkel, atteint des sommets dans la tartufferie.

Car un chômeur indemnisé est un chômeur qui fait valoir ses droits. Il ne vole en rien l'argent des contribuables contrairement à ce que cherche à faire croire le pantin de l'Élysée. Un chômeur indemnisé touche le montant des cotisations qu'il a versé lorsqu'il travaillait. Toute théorie contraire est une escroquerie. Il y a bien sûr des fraudeurs ou des profiteurs, mais pas de quoi en appeler au peuple. Un simple décret suffit. D'autant qu'il existe déjà une disposition qui vise à supprimer les allocations aux chômeurs qui refusent deux jobs. ([voir le droit en vigueur](#))

Mais Sarkozy s'en fout pas mal. Il est capable des pires coups tordus pour se maintenir à un poste où il a montré toute sa fatuité, sa lâcheté et son incompétence. Il ne cherche qu'une seule chose: fuir ses responsabilités et les conséquences de ses choix politiques.

Car nous le savons le chômage en France est systémique. Il procède d'une politique économique qui obéit aux injonctions des technocrates de Bruxelles. Les européïstes, qui ont laissé notre économie et notre industrie ouvertes aux 4 vents de la mondialisation libérale, sont les premiers responsables du taux de chômage en France.



Comment pourrait-on faire croire en effet qu'il y a aujourd'hui 25% de personnes qui ne veulent pas travailler en Espagne ou en Grèce ? Si on bat des records de chômage c'est bien parce que Sarkozy et ceux qui l'ont précédé n'ont pas trouvé légitime de sauvegarder nos entreprises et nos emplois.

Le dernier exemple en date : la construction d'une usine Renault dans une zone franche au Maroc. Cette entreprise française ne produit plus que 21% de ses voitures en France. (Au passage : La pensée slogan de Bayrou « Achetons français » montre ici toute ses limites. On peut très bien acheter français sans créer d'emploi en France. Avant de dire ce genre de baliverne, le candidat du Modem devrait tourner plusieurs fois sa langue d'européiste dans sa bouche de béarnais. Si l'on veut acheter français tout en créant de l'emploi, il faut un protectionnisme aux frontières de la France afin de produire français. Mais cela nécessite la remise en cause de l'Europe fédérale que Bayrou appelle de ses vœux depuis plus de trente ans. Bayrou est un Guignol... mais revenons à Renault)

L'État possède 15% du capital de Renault. En 2008 Luc Chatel s'en réjouissait dans le [Figaro](#) :

« Si l'État ne détenait pas 15% de Renault, il n'aurait sans doute pas obtenu les garanties que (son PDG) Carlos Ghosn a données mardi à Nicolas Sarkozy quant à la pérennité des sites de Sandouville et Flins, avec la promesse que de nouveaux modèles y seront fabriqués », déclare-t-il.

« Ces garanties, le président de la République les a obtenues notamment parce que l'État est le premier actionnaire de Renault ». Tu parles ! Aujourd'hui Carlos Ghosn fait un gros pied de nez à Sarkozy qui n'ose même pas bouger son petit doigt.

Mais la trahison est double.

Car il faut se souvenir qu'en 2008, le PS et l'UMP votaient

ensemble au parlement européen [une aide de 24,5 millions d'euros à Renault pour financer un plan de départs volontaires en 2009](#).

Voilà donc la muflerie de Sarkozy et des indignés du PS. Plus rien ne les arrête. Sarkozy pourra donc faire tous les référendums sur les méchants chômeurs qu'il veut, ce n'est pas cela qui mettra fin à la désindustrialisation de la France et au modèle économique qui nous a entraîné dans le gouffre. La solution vers laquelle se sont tournés l'Argentine et le Brésil est sans doute plus courageuse et moins démagogique. Ces deux pays d'Amérique Latine ont choisi afin de lutter contre la désindustrialisation dans le domaine de l'automobile d'appliquer une taxe de 35% (maximum autorisé par l'OMC) sur les industries automobiles qui ne produisent pas au moins au deux tiers sur le sol national. [Et ça marche](#). (Notons que c'est aussi ce que proposent Marine Le Pen (pas deux tiers mais 50%)).

Il est évident qu'il est plus facile pour un Président au bilan désastreux de faire de la démagogie en tapant sur des chômeurs que de proposer une alternative politique à ce modèle mortifère.

**Avec près de 200 000 immigrants
légaux par an, Sarkozy a fait plus
que la gauche !**



Là aussi en matière d'immigration, la tartufferie sarkozyste est un puits sans fond. Aussitôt arrivé au pouvoir Nicolas Sarkozy s'est empressé d'abolir la double peine, d'établir l'immigration choisie, la discrimination positive, et n'a jamais manqué une occasion de vanter les mérites de la diversité et du métissage.

Sarkozy a fait l'ouverture à gauche avec des immigrationnistes comme Besson, Kouchner, Mitterrand, Fadela Amara... et a donné sa chance à des personnalités venues de la diversité. La gauche n'aurait pas fait mieux. Et l'image du président fasciste qu'elle avait dessiné pendant toute la campagne de 2007 n'a pas fait long feu.

Mais le plus savoureux ce sont les chiffres de l'immigration. Ils témoignent de l'impuissance et du manque de courage du bravache Sarkozy. Avec lui le nombre titres de séjour délivrés en France a augmenté de... 78%. Les chiffres officiels restent cruels même si on peut imaginer qu'ils sont en dessous de la réalité.

En effet, dès 2008 Sarkozy explosait le plafond touché par Jospin en 2000. En 2010, avec 203 000 étrangers légaux contre 130 000 du temps de Lionel Jospin, Sarkozy atteint un niveau de croisière qu'il ne cessera de maintenir jusqu'à aujourd'hui.

Et nous ne parlons ici que de l'immigration légale, constituée majoritairement de personnes qui bénéficient du regroupement familial. On n'ose même pas imaginer le taux d'immigration illégale dont on sait là aussi que les 30 000 expulsés par an sont massivement des roms qui reviennent après avoir touché leur solde de départ.

Comme tous les dirigeants qui se sont succédé au pouvoir ces

30 dernières années, Sarkozy est prisonnier de la politique européenne en matière d'immigration, et du traité de Schengen en particulier. Cependant, il aurait pu renoncer aux dispositifs qui font de la France le pays le plus généreux de l'Europe. Il n'en a pas eu le courage. Et là encore, ce n'est pas un référendum sur l'unification des juridictions – administrative et judiciaire – traitant du droit des étrangers qui changera quelque chose à la situation de notre pays en matière d'immigration.

Pour conclure, on peut dire qu' en proposant d'organiser des référendums sur des mesures techniques qui touchent les domaines de l'immigration et de l'emploi, Sarkozy avoue avoir échoué et donne raison à Marine Le Pen sur la nécessité d'aller vers une République référendaire. Il démontre surtout, comme François Bayrou et François Hollande, que sans sortir du carcan européen, un Président de la République française se condamne à l'impuissance.

Jérôme Cortier

[Prêchi-Prêcha](#)